

DCS Case postale 3965 1211 Genève 3

E	Villo de Genéve Administration centrale
	Reçule 0 4 DEC. 201 9
/E	Séance CA du:
	Décision:
	A traiter par:
	Copies:
DECISION	
du 28 NOV. 2019	

approuvant la délibération du conseil municipal de la Ville de Genève du 9 octobre 2019

Fo No 912/19

> **DIFFUSION** Mmes Salerno

Alder Pagani Kanaan

Barazzone **Mmes Charollais** Malignac

Luthi Bohler

Demazure

MM. Buzzini Burri Blanchot Krebs Chrétien Lupini Vicente Mermillod

SCM

Service juridique infoinvest/dfin Dossiers-Documentation

Schweri

vu l'article 90 de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984,

LE DÉPARTEMENT DE LA COHÉSION SOCIALE

DÉCIDE

La délibération du conseil municipal de la Ville de Genève du 9 octobre 2019, ayant pour objet :

un crédit de 1 363 000 F destiné à la mise en zone 30 km/h du quartier de Vermont-Vidollet,

EST APPROUVÉE.

Thierry Apothéloz

Annexe: délibération certifiée conforme

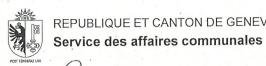
Communiquée à :

2 ex Genève

SAFCO-SF 1 ex

SAFCO

2 ex



REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE Annexe à la décision DCS du 28 NOV. 2019 Certifiée conforme au texte voté par le conseil municipal



Législature 2015-2020 Séance du 9 octobre 2019

Le conseil municipal,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide

par 38 oui contre 27 non

Article premier. - Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 1 363 000 francs, destiné à la mise en zone 30 km/h du quartier de Vermont-Vidollet.

- Art. 2. Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 1 363 000 francs.
- Art. 3. La dépense prévue à l'article premier, à laquelle il convient d'ajouter le crédit d'étude partiel voté le 21 mai 2014 de 54 000 francs (PR-1054, 9° PFI, N° 102.020.07), sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2021 à 2030.
- Art. 4. Le Conseil administratif est autorisé à épurer, radier, modifier ou constituer toute servitude à charge et/ou au profit des parcelles faisant partie du périmètre concerné, nécessaire à l'aménagement projeté.